

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**SOCIETE NATIONALE
DES EAUX DU SENEGAL
(SONES)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2009**

RAPPORT FINAL

(mars 2011)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 29 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par la Société Nationale des Eaux du Sénégal (SONES) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Société Nationale des Eaux du Sénégal avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

- (a) En ce qui concerne la DMI portant sur la maîtrise d'œuvre des travaux du PEPAM, il convient de noter que des critères de qualification ex – post ont été utilisés pour l'évaluation des dossiers de candidatures en violation des dispositions des articles 59 et 70 du CMP et des directives de l'IDA ;
- (b) la SONES a procédé à l'ouverture en cascade des offres financières des candidats à la DP portant maîtrise d'œuvre des travaux du PEPAM et a choisi de ne pas ouvrir certaines offres financières de candidats ayant gagné deux lots alors qu'en matière de prestations intellectuelles, le seul motif pour ne pas ouvrir une offre financière est la non obtention du minimum technique requis par l'offre technique correspondante. En adoptant cette méthode, l'autorité contractante se prive d'emblée d'une possibilité de retenir l'offre la plus avantageuse car l'attributaire qui a déjà remporté deux lots peut bien présenter les offres les plus avantageuses pour les lots restants. Une telle méthode est contraire au principe d'économie énoncé par le COA. Il aurait fallu ouvrir toutes les offres financières et choisir la combinaison la plus avantageuse. Ceci est confirmé par une ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux (ordonnance N° 09 – 02277 du 22 juin 2009) qui a considéré que la limitation du nombre de lots susceptibles d'être attribués à un même opérateur était illégale car conduisant le pouvoir adjudicateur à ne pas choisir nécessairement « l'offre économiquement la plus avantageuse ». Ce dernier doit alors s'en tenir, pour l'attribution des lots, à des critères de choix objectifs qu'il aura préalablement défini et retenir l'offre économiquement la plus avantageuse, au risque de voir ses choix remis en cause au contentieux. De surcroît, le principe de l'allotissement utilisé par la SONES n'est pas recommandé pour des prestations intellectuelles ;
- (c) les corrections portées sur les offres financières des soumissionnaires ont été faites en violation du CMP ; en fait, « Le redressement de l'offre du Cabinet Merlin sur la mission 5 - Contrôle des travaux - a été effectué essentiellement à titre comparatif. En conséquence le montant de l'offre corrigée ne tenant pas compte du redressement devient 781 767 840 F CFA ». Ceci signifie, que dans le cadre de l'évaluation, Merlin a été inutilement pénalisé, car les quantités manquantes ne sont pas intégrées dans son marché et ne sont pas non plus acquises ailleurs ;
- (d) pour le marché relatif à l'audit technique et de la maintenance de l'infrastructure de l'hydraulique urbaine, la Commission des Marchés a proposé l'attribution provisoire en ne tenant compte que de « l'offre de base » alors que l'option « visualisation sur carte géographique référencée des ouvrages » expressément requise dans le Dossier d'Appel à la Concurrence comme prestation complémentaire que le candidat est tenu de proposer dans son offre. Cette option faisant partie intégrante de l'offre aurait dû être prise en compte dans l'évaluation.

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	5
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités sur la passation des marchés	8
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	12
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	14
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	16
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	26
2.1	Contexte de l'intervention	26
2.2	Objectifs de la mission	27
2.2.1	Objectifs généraux	27
2.2.2	Objectifs spécifiques	27
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	28
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	31
3	Approche méthodologique	33
3.1	Revue approfondie des textes de référence (Phase N° 1)	33
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés (Phase N° 2)	34
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés (Phase N° 3)	35
3.3.1	Audit de la préparation des marchés (Module 1)	36
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution (Module 2)	37
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques (module 3)	38
4	Résultats des travaux	40
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	40
4.1.1	Commission des marchés	40
4.1.2	Cellule de passation des marchés	41
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	41
4.1.4	Contrôle interne de la Passation des Marchés	41
4.1.5	Documents de programmation de la passation des marchés	42
4.1.5.1	Plan de passation des marchés	42
4.1.5.2	Avis général de passation des marchés	42
4.1.6	Rappel des seuils applicables à la SONES	42
4.2	Examen des marchés	43
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	43
4.2.2	Marchés conclus par Entente directe	46
4.2.3	Marchés conclus par Demande de propositions	51
4.2.4	Marchés conclus par Appels d'Offres	65
4.2.5	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	72

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Demande d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
SONES	Société Nationale des Eaux du Sénégal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1

SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

Demande de Propositions 1 Services de consultants pour la maîtrise d'œuvre des travaux du PEPAM

Les critères de qualification ne sont pas suffisamment précis et la DMI ne donne aucune indication sur leurs poids respectifs dans la notation des dossiers ce qui a conduit à l'utilisation de critères ex post pour l'évaluation des candidatures. Il est indispensable de fournir aux candidats la grille de notation des dossiers de candidature indiquant les critères et sous critères et attribuant pour chacun d'entre eux un poids précis. Tout critère utilisé dans la sélection et non indiqué dans la DMI constitue un critère a posteriori dont l'utilisation est interdite par la réglementation (arrêté N° 011580 du 28/12/2007 pris en application de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés).

La DP n'exige aucune pièce administrative aux candidats étrangers. Une attestation de non faillite et un extrait de K Bis auraient dû être demandés aux entreprises françaises.

La DP a été lancée dès obtention de l'ANO de l'AFD. Ce faisant, la SONES ne s'est pas conformée aux dispositions du CMP relatives à la revue a priori de la DCMP sur les DAC.

Le 4 mars 2009, la commission des marchés a procédé à l'ouverture des offres financières des lots N° 1 et 2 et a attendu le 8 mai 2009 pour ouvrir les offres financières du lot N° 3. Cette faculté avait été indiquée dans la DP. Toutefois, nous estimons que, comme le principe d'allotissement a été retenu (ce qui n'est pas usuel, ni recommandé en matière de prestations intellectuelles), toutes les offres auraient dû être ouvertes en même temps. En indiquant dans la DP que « si un bureau d'études a remporté 2 lots, il ne sera pas possible d'ouvrir ses offres pour les lots suivants », l'autorité contractante se prive d'emblée d'une possibilité de retenir l'offre la plus avantageuse parmi ces « lots suivants ». En effet, si pour ces lots, l'attributaire qui a déjà remporté 2 lots présentait les offres les plus avantageuses, l'autorité contractante ne pourrait pas en profiter. Une telle disposition est donc contraire au principe d'économie énoncé par le COA.

En matière de prestations intellectuelles, le seul motif pour ne pas ouvrir une offre financière est la non obtention du minimum technique requis par l'offre technique correspondante. Il s'y ajoute, en matière de jurisprudence, qu'une ordonnance du tribunal administratif de Bordeaux (TA Bordeaux, ord. 22 juin 2009, n° 09-02277) a considéré que la limitation du nombre de lots susceptibles d'être attribués à un même opérateur était illégale car conduisant le pouvoir adjudicateur à ne pas choisir nécessairement « l'offre économiquement la plus avantageuse ». Ce dernier doit alors s'en tenir, pour l'attribution des lots, à des critères de choix objectifs qu'il aura préalablement défini et retenir l'offre économiquement la

plus avantageuse, au risque de voir ses choix remis en cause au contentieux.

« Le redressement de l'offre du cabinet Merlin sur la mission 5 (Contrôle des travaux) a été effectué essentiellement à titre comparatif. En conséquence le montant de l'offre corrigée ne tenant pas compte du redressement devient 781 767 840 F CFA». Ceci signifie, que dans le cadre de l'évaluation, Merlin a été inutilement pénalisé, car les quantités manquantes ne sont pas intégrées dans son marché et ne sont pas non plus acquises ailleurs.

Demande de Propositions 3 Audit technique et de la maintenance de l'infrastructure d'hydraulique urbaine

La commission des marchés n'a pas considéré les résultats de l'analyse des propositions financières avec l'option « Visualisation sur carte géographique référenciée des ouvrages », et a proposé l'attribution provisoire du marché sur la base de l'offre de base uniquement. Dès lors que l'option est expressément requise dans le DAC comme prestation complémentaire que le candidat est tenu de proposer dans son offre, elle fait partie intégrante de ladite offre de base du soumissionnaire et doit par conséquent être prise en compte dans l'évaluation.

Appel d'offres 1 Fourniture et pose d'un moteur diésel pour l'usine de traitement d'eau de Ngnith

Il est indiqué dans les conditions d'AO « qu'un soumissionnaire dont l'offre n'est pas retenue ne peut contester, pour quelque motif que ce soit, le bien fondé de la préférence donnée aux propositions d'un concurrent. »

Ceci est abusif étant donné qu'un soumissionnaire non retenu a le droit de faire recours s'il constate qu'il a été lésé ou que la procédure présente des anomalies. La décision d'attribuer ou de ne pas attribuer constitue bien un motif de recours aux termes du CMP.

La date de l'ouverture des plis n'a pas été respectée (l'ouverture des plis a eu lieu un mois après la date limite de dépôt des offres). Le marché est attribué à FI sous réserve qu'il fournisse les références techniques de son sous-traitant.

Attribution provisoire

Un courrier du 19/08/09 (lettre non jointe) a été envoyé par la SENEMECA à la SONES concernant l'attribution provisoire du marché. Elle voulait des éclaircissements par rapport au changement du montant de l'offre de FI qui était différent lors de l'ouverture des plis et connaître les raisons pour lesquelles leur offre n'a pas été retenue alors qu'ils étaient assez qualifiés et expérimentés.

Aucun document du dossier de passation ne donne d'indications sur la suite réservée au recours. SENEMECA a été éliminé techniquement pour

un motif non stipulé dans le DAO en violation des dispositions de l'article 70 du CMP sur les critères ex – post (fourniture d'un nouveau pupitre à la place de la réhabilitation et adaptation de l'existant, prise en charge de la facture d'eau, d'huile, gasoil et électricité pour le chantier).

Appel d'offres 2

Certaines confusions semblent s'installer dans la procédure d'A.O en 2 étapes versus A.O avec pré qualification car le P.V d'analyse des offres parle de possibilités d'élimination de certains candidats lors de la 1^{ère} étape.

Le marché malgré son montant (plus de 5 milliards) n'a pas fait l'objet d'immatriculation auprès de la DCMP.

Les avis d'attribution provisoire et définitive ont été publiés uniquement dans le quotidien Le Soleil alors que les procédures de publication doivent être identiques à celles de l'avis d'A.O notamment pour les A.O à vocation internationale.

Appel d'offres 4

Il n'a pas été précisé sur le DAO le montant précis de la capacité financière requise alors que dans le rapport technique, il est noté que la capacité financière de SASIF est insuffisante (250 000 000 F) parce que les autres soumissionnaires ont proposé beaucoup plus (CDE : 1 850 000 000 F ; CLS : 1 500 000 000 F). Ceci est caractéristique de l'utilisation de critères a posteriori qui est interdite par le CMP.

Appel d'offres 5

L'article 8 du DAO relatif au choix de l'entrepreneur l'« adjudicataire » provisoire stipule que le soumissionnaire dont l'offre n'est pas retenue ne peut contester, pour quelque motif que ce soit, le bien fondé de la préférence donnée aux propositions d'un concerné ni être indemnisé de ce fait. Un soumissionnaire ne peut prétendre être indemnisé si le maître d'œuvre ne donne suite à l'AO.

Appel d'offres 6

La commission des marchés s'est réunie le 2 juin afin d'examen le DAO qui précise que les lots sont séparés et qu'un cautionnement provisoire de 6 000 000 F CFA est exigé sans aucune répartition de la caution par lot.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Maitrise d'œuvre des travaux du PEPAM

Veiller à évaluer les DMI conformément aux critères indiqués dans l'avis

Veiller à éviter l'allotissement des marchés de prestations intellectuelles

Veiller à utiliser les versions en cours de validité des DAO types

Dans le cadre de marchés à lots, la limitation du nombre de lots à attribuer à un soumissionnaire ne doit pas être la résultante d'une décision discrétionnaire de l'autorité contractante, même annoncée au préalable dans le DAO, mais doit plutôt relever de critères objectifs tels que la mise en place de personnel qualifié et distinct pour chacun des lots, le cumul des ressources financières requises pour chacun des lots, etc.

Schéma directeur de mobilisation des ressources en eau pour la région de Dakar

Veiller à respecter les prérogatives des organes chargés de la passation des marchés

Veiller à publier systématiquement les avis d'attribution et à informer les soumissionnaires non retenus.

Audit technique et de la maintenance de l'infrastructure d'hydraulique urbaine

Evaluer les offres conformément aux spécifications du DAO. Dès lors que l'option est expressément requise dans le DAC comme prestation complémentaire que le candidat est tenu de proposer dans son offre, elle fait partie intégrante de ladite offre de base du soumissionnaire et doit par conséquent être prise en compte dans l'évaluation.

Appel d'offres 1 Fourniture et pose d'un moteur diésel pour l'usine de traitement d'eau de Ngnith

Ne pas inclure de clauses restreignant l'exercice des droits de recours des soumissionnaires

1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
RAS
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
RAS

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

RAS

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	ED N° 1	ED N° 2	ED N° 3
Nature	TRAVAUX D'EXTENSION DU SURPRESSEUR DE MEKHE	FOURNITURE DE 15 BORNES FONTAINES (BF) ET 18,6 KM D'EXTENSION DES RESEAUX PVC DIAMETRES 63 A 110 MM	ELABORATION DES DAO RELATIFS AUX TRAVAUX D'EXTENSION ET DE REHABILITATION DES RESEAUX D'IRRIGATION A THIAROYE ET BEER THIALANE
Attributaires	KSB/RMT/Franzetti	SDE	CABINET MERLIN/SENAGROSOL
Montants en F CFA TTC	2 007 042 956	117 998 873	59 000 000
Exécution de marché différée pour insuffisance des crédits en violation de l'article 9 du NCMP	√		
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés			√
Violation des articles 75 et 76 du NCMP portant sur les marchés passés par entente directe			
Non respect des taux indiqués par le CMP pour les avances sur prestations en violation de l'article 92 du NCMP			
Violation de l'article 112 NCMP sur les garanties de bonne exécution			
Violation de l'article 132 NCMP sur les pénalités de retard			

Description	DP N° 1	DP N° 2	DP N° 3
Nature	SERVICES DE CONSULTANTS POUR LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DU PEPAM	REALISATION D'UNE ETUDE DE SCHEMAS DIRECTEURS DE MOBILISATION DES RESSOURCES EN EAU POUR LA REGION DE DAKAR	AUDIT TECHNIQUE ET DE LA MAINTENANCE DE L'INFRASTRUCTURE DE L'HYDRAULIQUE URBAINE
Attributaires	CIRA/LOUIS BERGER CABINET MERLIN CABINET MERLIN SGI	CABINET MERLIN	GROUPEMENT SETICO/NODALIS
Montants en F CFA TTC	3 597 688 600	190 288 935	113 280 000
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√	√	
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√		
Violation des dispositions de l'article 45 du NCMP sur la justification de la capacité juridique technique et financière requise pour exécuter un marché	√		
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP	√	√	√
Violation des dispositions de l'article 67 – 1 relatif à l'ouverture des plis	√		
Violation des dispositions relatives à l'article 79 sur les spécifiques aux marchés de prestations intellectuelles	√		
Violation des dispositions relatives à l'article 85 du NCMP portant sur la publicité de l'attribution et information des candidats		√	

Description	AO N° 090403/CJ	AO 2 Etapes N° M-090925/CJ	AO N° 08/SONES/CPM
Nature	FOURNITURE ET POSE D'UN MOTEUR DIESEL 1320 KW 1500 TR/MM	CONSTRUCTION « CLE EN MAINS » D'UNE STATION DE SURPRESSION A CARMEL	EQUIPEMENT DES FORAGES
Attributaires	Fourniture et Ingénierie SAU	STEREAU	F. I SAU
Montants en F CFA TTC	406 331 376	5 223 946 111	227 328 765
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA		√	
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√		√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique		√	
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP	√	√	
Violation des dispositions de l'article 67 – 1 relatif à l'ouverture des plis	√		
Violation de l'article 70 du NCMP sur l'attribution au moins disant	√		
Violation des dispositions relatives à l'article 72 sur l'appel d'offres ouvert en deux étapes		√	
Violation des dispositions relatives à l'article 85 du NCMP portant sur la publicité de l'attribution et information des candidats		√	√
Violation des dispositions des articles 86 et 87 relatifs aux Recours en matière de passation des marchés publics	√		

Description	AO N° M090714/CJ	AO N° 20/SONES/CPM	AO N° 37/SONES/CPM
Nature	RENOUVELLEMENT DU FORAGE PK2 DE POUT KIRENE	RENOUVELLEMENT DES FORAGES D'EXPLOITATION PN9 ET PS2 DE POUT	FOURNITURE DE VEHICULES POUR LA SONES (LOT 1&2)
Attributaires	CDE Forages	SOAF : Lot 1 (Pout Nord 9) & Lot 2 (Pout Sud 2)	Lot 1 : ESPACE AUTO Lot 2 : LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
Montants en F CFA TTC	152 066 600	315 762 100 PN9 pour 164 574 600 PS 2 pour 151 187 500	248 799 573
Violation de l'article 7 du NCMP sur les noms de marque			√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√	√	
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√		
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP	√	√	
Non respect des modalités de règlements contractuels ou modalités non conformes au NCMP en violation des articles 91,92 et 93 du NCMP			√
Violation de l'article 132 NCMP sur les pénalités de retard			√

Description	DRP N° 1	DRP N° 2	DRP N° 3
Nature	RESSERRAGE DES BOULONS DE LA CONDUITE ALG 2 ENTRE KMS ET GUEOUL	REALISATION DE TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'AGENCE DE GD DAKAR	REALISATION DE TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'ETANCHEITE DE L'AGENCE DE NIORO DU RIP
Attributaires	SAHE SARL	BORAX ENGINEERING & CONTRACTING	DELTA SARL
Montants en F CFA TTC	21 240 000	4 571 202	11 134 022
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√		
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés		√	
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√		
Violation des dispositions de l'article 45 du NCMP sur la justification de la capacité juridique technique et financière requise pour exécuter un marché		√	
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP			√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√		
Violation de l'article 132 NCMP sur les pénalités de retard		√	

Description	DRP N° 4	DRP N° 5	DRP N° 7
Nature	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN MUR DE CLOTURE ET LA REFECTION DE L'ETANCHEITE DE LA TOITURE DE LA VILLE DT DE L'USINE DE THIAROYE	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA PEINTURE INTERIEURE DU BATIMENT A ET DE LA PEINTURE EXTERIEURE DU SIEGE DE LA SONES 130/DPCE	FOURNITURES DE DOCS CADASTRAUX DE SITES SANS LES REGIONS DE THIES, LOUGA ET SAINT-LOUIS 196/DCPE-09
Attributaires	BORAX	MAC Concept-Simedo et Variato	TGI SARL
Montants en F CFA TTC	13 789 716	28 378 991	16 773 700
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice			√
Violation des dispositions de l'article 67 – 1 relatif à l'ouverture des plis	√		

Description	DRP N° 11	DRP N° 12	DRP N° 13
Nature	FOURNITURES DE BUREAU	FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES	FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES
Attributaires	PAPEX	SYSTEM PLUS	SECOMDIS
Montants en F CFA TTC	17 248 886	- Lot 1 : 7 929 600 - Lot 2 : 7 307 740	6 946 323
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés		√	
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP			√
Violation des dispositions relatives à l'article 85 du NCMP portant sur la publicité de l'attribution et information des candidats	√		

Description	DRP N° 15	DRP N° 16	DRP N° 18	DRP N° 19
Nature	FOURNITURE D'AGENDAS POUR LA SONES	FOURNITURE ET POSE DE 33 SPLITS SYSTEM	FOURNITURE DE MEDICAMENTS	MAINTENANCE INFORMATIQUE
Attributaires	SCPME	CCBM	Thierno Amadou BARRO	Platform Technologies
Montants en F CFA TTC	19 368 284	9 713 689	7 768 796	24 036 000
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice				√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés				√
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation			√	
Violation de l'article 132 NCMP sur les pénalités de retard	√			

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématisé le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission:

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le Code des Marchés Publics;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et le capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux à effectuer

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

a) en début de mission, à la sélectionner d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,

- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;

- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- ...

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Société Nationale des Eaux du Sénégal pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulés pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit. Le secteur hospitalier très endetté et doit faire face très souvent à l'urgence de mettre à temps à la disposition du personnel médical les médicaments, de nourrir les malades et le personnel d'où la forte propension à acheter bien avant la conclusion des contrats et à procéder à des régularisations après service fait.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMF sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés.

- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par

- la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,

- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité ;
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de la SONES, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commission des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés (CM) a été pris en date du 16 janvier 2009 (Note N °5/2009/DG). Ainsi, la Commission des Marchés pouvait siéger et statuer sur les dossiers de passation des marchés dès lors que les conditions de quorum étaient remplies. Nous avons noté que la Commission des Marchés n'a respecté que partiellement ses obligations d'information des soumissionnaires notamment par la transmission régulière des procès verbaux d'ouverture des plis, la notification formelle des attributions provisoires et définitives, l'information des soumissionnaires non retenus aux termes des procédures d'appel à la concurrence, la publicité des attributions définitives.

La Commission des Marchés a préparé son rapport annuel qui fait la synthèse de ses activités durant l'exercice 2009. Le rapport mentionne entre autres informations, les recours à titre gracieux tout comme les recours auprès de l'ARMP. Les suites données aux dits recours sont annexées audit rapport. Ce rapport, bien élaboré, comprend également comme requis par le CMP, le détail des ententes directes autorisées avec à l'appui les demandes d'autorisation et les avis de la DCMP.

Nous notons que l'Entente Directe pour la sélection d'un consultant chargé de la préparation d'un Dossier d'Appel d'Offres relatif aux **travaux d'extension et de réhabilitation des réseaux d'irrigation de Thiaroye et Beer Thialane** a été autorisée sur la base de l'article 76 alinéa 3 du CMP. Nous estimons que l'argumentaire développé par la SONES à l'appui de sa demande n'est pas la plus indiquée. Le marché étant financé par l'IDA, l'Entente Directe est admise pour les missions qui sont le prolongement naturel d'activités menées par le consultant concerné. Il convient de préciser que la première mission doit avoir été attribuée à la suite procédure concurrentielle, exécutée de manière satisfaisante, que les termes du contrat prévoient cette éventualité et que le coût de la mission complémentaire ne soit pas sensiblement plus élevé que celui de la mission initiale.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a également été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 16 janvier 2009 (Note N°5/2009/DG).

Les rapports trimestriels formels n'ont pas été transmis mais des rapports individuels sont préparés pour chaque AO ou DRP par la CPM. Lesdits rapports individuels sont un input considérable pour la confection du rapport trimestriel à transmettre à la DCMP et à l'ARMP. Les membres de la Cellule de Passation des Marchés tout comme ceux de la Commission des Marchés ont tous suivi des formations sur le NCMP.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées à l'exception de celles des suppléants des Représentants du Contrôle Financier et du Ministère de l'Hydraulique. Sous ce rapport, il convient de souligner que les décisions de nomination des membres de ces deux structures au sein de la Commission des Marchés de la SONES ne nous ont pas été remises de même que les attestations relatives à la charte de transparence des suppléants (article 37 alinéa 3 du CMP) conformément au décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et à l'arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics.

4.1.4 CONTROLE INTERNE DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de sa mission de contrôle permanent, et sur autorisation de la Direction Générale, le Service Audit Interne de la SONES a procédé à la vérification de l'application de la procédure de passation des marchés pour la gestion 2009.

L'Audit Interne a examiné des marchés passés par la SONES au titre de la gestion 2009 ; en déroulant la procédure de passation pour chaque type de marché, complétée par des entretiens avec chaque structure responsable. L'ensemble des 66 dossiers de marchés passés en 2009, porte sur une valeur globale de 14 358 000 000 F CFA.

La situation des contrôles se présente comme suit :

- Appel d'offres ouvert : 15 marchés,
- Prestations intellectuelles (AOR) : 7 marchés,
- Demande de Renseignement et de Prix (DRP) : 20 marchés,
- Entente directe : 3 marchés.

Le Service d'Audit Interne de la SONES a conclu, à l'issue de ses travaux, que les obligations réglementaires, contractuelles et administratives relatives à la procédure de passation des marchés sont globalement respectées.

Notre rapprochement entre les marchés revue par le Service d'Audit Interne de la SONES et ceux présentés par la Cellule de Passation des Marchés, il ressort un écart de 21 marchés pour une valeur globale négative de 152 392 177 F CFA.

4.1.5 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons procédé à la revue du plan de passation des marchés de la SONES, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécié leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.5.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné dans les délais requis et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Il est présenté dans le format défini par la DCMP et comprend, outre les appels d'offres, la liste des Demandes de Renseignements et de Prix et comporte les estimations de coûts.

A la suite des révisions du budget, plusieurs révisions du PPM ont été opérées en cours d'exercice et transmises à la DCMP.

4.1.5.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié dans le Quotidien « Le Soleil » du 16 février 2009. L'Autorité Contractante s'est certes acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels mais ne l'a pas fait dans la période voulue puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours. Si le PPM doit être transmis avant le 31 décembre de l'exercice précédent, l'AGPM doit en revanche être publié dans le courant du mois de janvier de l'exercice concerné.

4.1.6 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA SONES

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la SONES sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA SONES EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥ 35

4.2 EXAMEN DES MARCHES

L'examen des dossiers de passation des marchés nous a permis d'identifier des anomalies récurrentes qui sont l'illustration d'un risque inhérent très élevé puisque les acteurs de la passation des marchés sont très souvent enclins à organiser des simulacres de concurrence et à présenter des dossiers frauduleux.

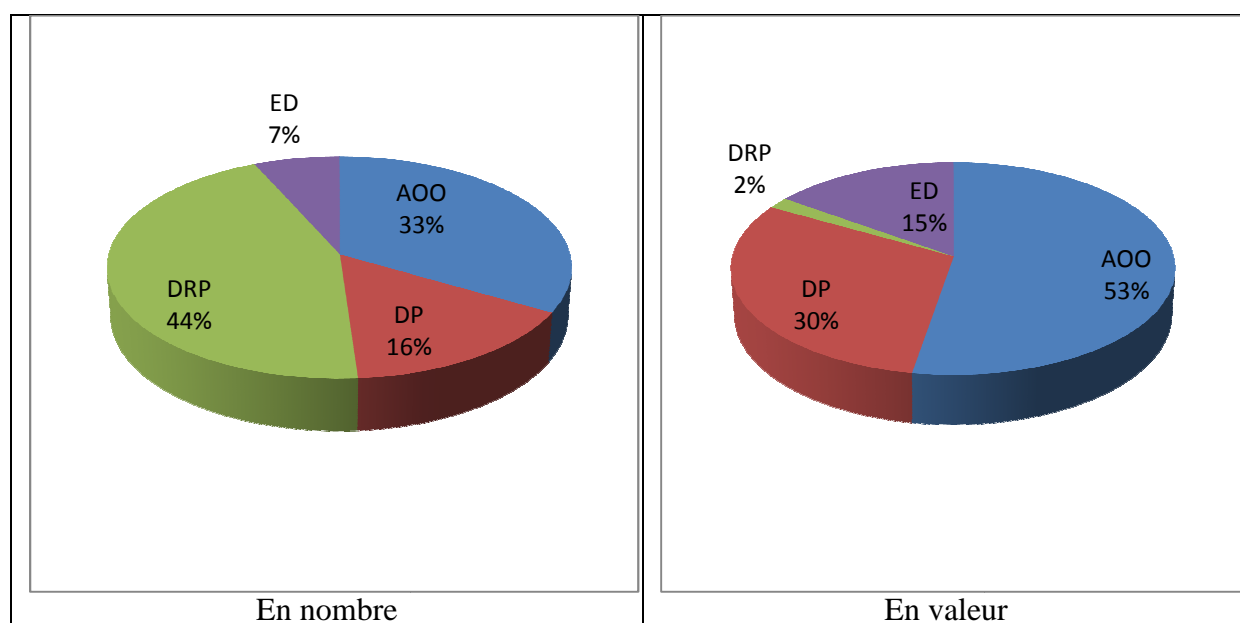
4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2009		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	15	7 643 830 556	6	6 584 234 525	40%	86,14%
Appel d'offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP)	7	4 406 666 103	3	3 872 230 407	42,86%	87,87%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	20	248 064 303	13	186 543 932	65,00%	75,20%
Entente directe (ED)	3	2 184 041 829	3	2 184 041 829	100%	100%
Avenant						
TOTAL	45	14 482 602 791	25	12 827 050 693	55,56%	88,59%

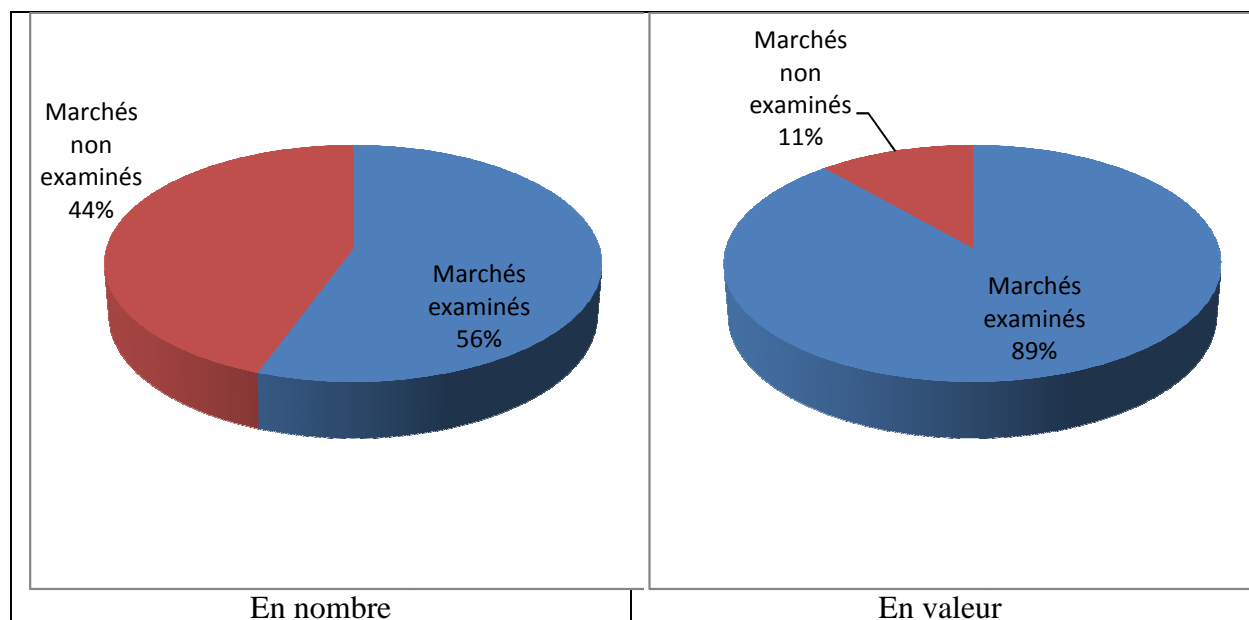
La répartition des marchés présentés et couverts se présente comme suit :



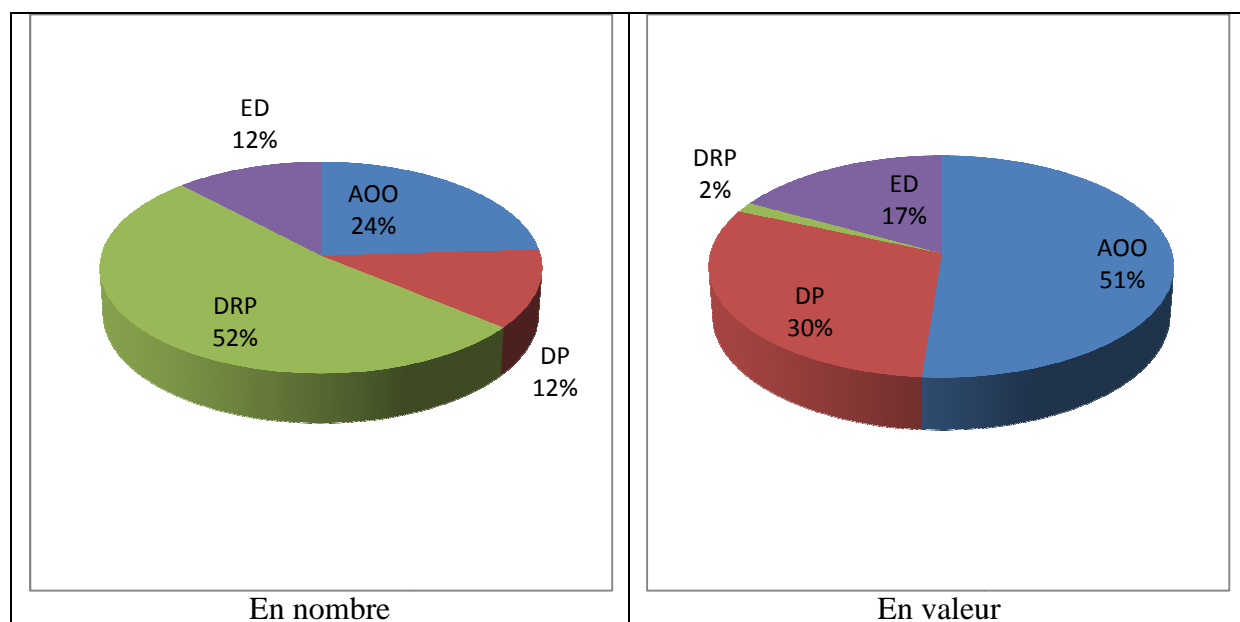
CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation

Nous avons examiné les 3 ententes directes (100% en nombre et valeur), 3 des 7 demandes de propositions (42,86% en nombre et 87,87% en valeur), 6 des 15 appels d’offres (40% en nombre et 86,14% en valeur) et 11 des 20 DRP (55% en nombre et 66,74 % en valeur) passées par la SONES soit un taux de couverture de 55,56% en nombre et 88,57% en valeur.



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2 MARCHES CONCLUS PAR ENTENTE DIRECTE

ED N° M090402/CJ TRAVAUX D'EXTENSION DU SURPRESSEUR DE MEKHE	
Date d'ANO de la DCMF	Le 27 mars 2009
Date d'approbation	03 juillet 2009
Attributaire	KSB/RMT/Franzetti Il s'agit d'un groupement qui a choisi comme chef de file et mandataire KSB AG.
Montant du marché en F CFA TTC	2 017 078 171 ou 2 007 042 956 dans le rapport trimestriel
Délai d'exécution	22 mois
Non conformités	<p>L'article 76 alinéa 3 a été invoqué pour justifier la demande d'autorisation de conclure un marché par entente directe.</p> <p>Nous estimons que les études auraient dû prévoir cette extension du surpresseur. D'ailleurs, contrairement aux raisons invoquées par la SONES, ces travaux d'extension étaient bien prévus dans le programme d'investissements puisqu'il était clairement établi que les capacités de l'usine de Keur Momar Sarr (KMS) allaient passer de 65 000 m³ à 130 000 m³ et qu'en conséquence les capacités du surpresseur devaient augmenter pour permettre de normaliser le débit de l'eau. Ce serait plutôt la non mobilisation des financements qui a conduit la SONES à différer de près de six ans la réalisation de cet investissement. Par conséquent, elle ne peut pas invoquer des circonstances imprévisibles indépendantes de sa volonté.</p>
Recommandations	<p>Appliquer les procédures des bailleurs lorsque les accords de financement prévoient cette éventualité</p> <p>Veiller à améliorer la planification des marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La station de traitement et de pompage d'eau de Keur Momar SARR d'une capacité initiale de 65.000 m³/j en 2003 devait être portée à terme à 130.000 m³/j et le surpresseur initialement prévu pour acheminer les débits collectés devait également connaître une extension avec le doublement de Keur Momar Sarr (KMS). L'extension des deux entités était prévue pour ces deux projets complémentaires. Le projet Eau à Long terme depuis les négociations était divisé en 2 phases dont le financement de la 1^{ère} phase était complètement acquis à 100%. Les réservations au niveau du génie civil des ouvrages du surpresseur et de la station de KMS étaient prévues et réalisées au moment de la première phase. Donc, il ne</p>

	<p>convient pas de retenir qu'il y'a eu violation de l'Article 9 du NCMP car le besoin de réaliser les deux phases <u>en même temps</u> n'a jamais été prévue pour ces deux projets.</p> <p>Le reliquat de financement disponible après la pose de la conduite DN 1200 mm entre Keur Momar Sarr et Guéoul a permis de financer avant la date prévue le doublement de la station de KMS. En ce moment, le financement n'était pas encore disponible pour mettre en place la 2^{ème} phase de Mékhé. Suite à d'autres reliquats de financements, la deuxième phase de Mékhé était possible. Pour cette deuxième phase, il fallait nécessairement passer à un marché par entente directe avec le groupement KSB/RMT/Franzetti qui avait réalisé la première phase parce que les travaux consistaient essentiellement en la pose d'une cinquième chaîne de pompage, des accessoires de protection hydraulique supplémentaires et à l'intégration du dispositif de commande à l'automatisme existant. Ces travaux étaient devenus nécessaires compte tenu de l'accroissement de la demande en eau potable de Dakar. Pour obtenir une garantie de performance globale de la station de Mékhé, maintenir une harmonie technologique dans les équipements et avoir des coûts raisonnables, il était plus judicieux que les travaux de la 2^{ème} phase soient réalisés par le groupement d'entreprises qui a réalisé la première phase, d'autant plus que l'un des membres du groupement est le fabricant des 4 pompes installées dans la 1^{ère} phase.</p> <p>Pour requérir l'avis de la DCMP, les dispositions des <u>articles 75, 76 et 138 c</u> ont été invoqués (voir lettre jointe). La DCMP, sur la base des documents et informations fournis et en application des <u>dispositions de l'article 76.1 alinea c</u> (voir lettre jointe) a donné son avis de non objection.</p> <p>Des circonstances imprévisibles indépendantes de la SONES n'ont pas été invoquées, mais vous conviendrait avec nous que ce marché complétait un premier marché (fournitures et travaux) exécuté par le même titulaire dont le marché initial a été passé selon la procédure par appel d'offres.</p>
Appréciation du Consultant	Nous prenons bonne note de vos précisions et retirons notre réserve.

ED N° M090101/CJ FOURNITURE DE 15 BORNES FONTAINES (BF) ET 18,6 KM D'EXTENSION DES RESEAUX PVC DIAMETRES 63 A 110 MM	
Date d'autorisation de la DCMF	Le 27 mars 2009
Date d'approbation	Le 27 juin 2009
Attributaire	SDE
Montant du marché en F CFA TTC	117 998 873
Délai d'exécution	10 mois
Non conformités	<p>L'examen de ce marché n'a révélé aucune anomalie significative.</p> <p>En effet, aux termes de l'article 7 – 2 du contrat d'affermage liant la SONES à la SDE, cette dernière détient l'exclusivité de la réalisation des travaux de renouvellement et de réhabilitation des canalisations et branchements sur l'étendue du périmètre affermé.</p>
Recommandations	Aucune
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

ED N° ELABORATION DES DAO RELATIFS AUX TRAVAUX D'EXTENSION ET DE REHABILITATION DES RESEAUX D'IRRIGATION A THIAROYE ET BEER THIALANE (TRANCHES 1 &2 DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES EN EAU ALTERNATIVES POUR L'IRRIGATION DANS LA REGION DE DAKAR)	
Date d'autorisation de la DCMF	Le 27 mars 2009
Date d'approbation	Le 27 juin 2009
Attributaire	CABINET MERLIN/SENAGROSOL
Montant du marché en F CFA TTC	59 000 000
Délai d'exécution	10 mois
Non conformités	<p>L'article 76 alinéa 3 a été invoqué par la SONES pour justifier sa demande d'autorisation de conclure un marché par entente directe avec le groupement MERLIN /SENAGROSOL qui a réalisé les études d'Avant Projet Détaillé alors que le CMP ne s'applique pas à cette prestation qui est financée par l'IDA. En fait, la Demande de Propositions aurait dû prévoir la possibilité de continuer la mission relative aux études d'APD par une mission complémentaire d'élaboration des DAO conformément aux directives de l'IDA pour la sélection et l'emploi de consultants.</p> <p>Lesdites directives indiquent pour les marchés financés par l'IDA, que l'ED est admise pour les missions qui sont le prolongement naturel d'activités menées par un consultant. Dès lors que la première mission portant études des APD a été attribuée à la suite d'une procédure concurrentielle, il convient d'établir qu'elle a été exécutée de manière satisfaisante, que les termes du contrat initial avaient prévu cette éventualité et que le coût de la mission complémentaire n'est pas sensiblement plus élevé que celui de la mission initiale.</p>
Recommandations	<p>Veiller à passer des contrats par entente directe conformément à la réglementation applicable</p> <p>Veiller à bien préparer le Dossiers d'Appel à la Concurrence et les Contrats de manière à y insérer les dispositions pouvant éventuellement justifier la continuation des missions lorsqu'elle est absolument nécessaire.</p>
Commentaires de	Les études de faisabilité et d'avant projet détaillé ont été réalisées

l'Autorité Contractante	<p>par le groupement Cabinet Merlin/Sénagrosol. Ces études devaient être financées par la Banque Mondiale qui avait donné son approbation sur la demande de proposition qui avait été lancée. La Banque Mondiale par la suite s'est trouvée dans l'impossibilité de prendre en charge les études et les prestations <u>ont été finalement financées par la SONES</u>. A l'issue des études, des solutions techniques de mobilisations de ressources alternatives pour alimenter en eau les maraîchers de la zone des Niayes à partir d'un réseau indépendant de celui de l'alimentation en eau potable de la région de Dakar ont été proposées. Compte tenu de la disponibilité d'un financement (ACDI, IDA) au niveau du PDMA (Programme de Développement des Marchés Agricoles et Agroalimentaires du Sénégal), il fallait poursuivre les études avec l'élaboration des dossiers d'appel d'offres.</p> <p>Puisque ces prestations s'inscrivaient dans la continuité des études déjà réalisées mais initialement financées par la SONES, l'article 76 alinéa 3 a été <u>invoqué à juste titre par la SONES</u> pour justifier sa demande d'autorisation de conclure un marché par entente directe avec le groupement Cabinet Merlin/Sénagrosol avec un autre financement (ACDI, IDA).</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons bonne de vos précisions et retirons nos réserves sur les arguments évoqués pour la passation du marché par entente directe.</p>

4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE PROPOSITIONS

DP N° 1 SERVICES DE CONSULTANTS POUR LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DU PEPAM 1. ETUDES PRELIMINAIRES 2. AVANT PROJET DETAILLE 3. ELABORATION DES DAO 4. DEPOUILLEMENT ET ANALYSE DES OFFRES 5. CONTRÔLE ET SUPERVISION DES TRAVAUX	
Avis d'appel public à manifestation d'intérêt	7 février 2008 dans le quotidien « Le Soleil » en remplacement d'un premier avis en date du 13 janvier 2008
Date de dépôt des manifestations d'intérêt	5 mars 2008. Le délai de préparation des dossiers de candidature est légèrement en dessous du délai réglementaire de 30 jours francs.
Date d'approbation de la liste restreinte par l'AFD	16 mai 2008.
Date ANO DCMP sur la liste restreinte	Non encore approuvée par la DCMP au moment du lancement de la DP. Violation des règles en matière de revue préalable des Dossiers d'Appel à Candidature au regard des seuils définis par le CMP.
Date de transmission de la Demande de Propositions	Septembre 2008
Date limite de dépôt des offres	15 octobre 2008
Date d'ouverture des offres techniques	15 octobre 2008
Date d'examen du rapport d'analyse des offres techniques par la CM	17 novembre 2008
Date d'approbation du PV d'évaluation des offres techniques par la DCMP	4 décembre 2008
Date ANO de l'AFD sur le PV d'évaluation des offres techniques	26 février 2009
Date d'établissement du procès verbal d'attribution	lots 1 et 2 le 13 mars 2009. lot n°3 le 15 juillet 2009. lot n°4 le 15 juillet 2009
Date d'attribution provisoire	Non communiquée
Date avis de non objection DCMP	

sur le rapport technique	
Date avis de non objection DCMF sur le rapport financier et l'attribution provisoire	
Date de souscription	
Attributaires	CIRA/LOUIS BERGER CABINET MERLIN CABINET MERLIN SGI
Montant du marché en F CFA TTC	3 597 688 600
Non conformités	<p>La DMI se limite à requérir les références des dix dernières années en maîtrise d'œuvre (études, contrôle de travaux) pour la réalisation de réseaux d'alimentation en eau potable, de stations de traitement d'eau potable et / ou de stations de pompage d'eau, de châteaux d'eau ou de forages....</p> <p>Ces critères de qualification ne sont pas suffisamment précis et la DMI ne donne aucune indication sur leurs poids respectifs dans la notation des dossiers. Il est indispensable de fournir aux candidats la grille de notation des dossiers de candidature indiquant les critères et sous critères et attribuant pour chacun d'entre eux un poids précis.</p> <p>Les critères dits « d'éligibilité des références techniques » énoncés dans le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt ne sont pas ceux annoncés dans la DMI.</p> <p>Les critères d'évaluation du personnel non plus ne sont pas précisés dans la DMI qui n'indique pas expressément les profils requis pour chaque niveau d'intervention (génie civil, hydraulicien, hydrogéologue, électromécanicien...). Par ailleurs, le rapport d'évaluation des dossiers de candidatures mentionne que l'appréciation du personnel technique ne se fera que pour les candidats éligibles sur le plan des références techniques.</p> <p>Dans la DMI, il est exigé les bilans des trois derniers exercices et les références bancaires sans autres précisions alors que dans le rapport d'évaluation des MI, il est réclamé un chiffre d'affaires moyen et des lignes de crédit déterminées. Il fallait préciser en plus du montant du Chiffre d'Affaires minimum requis que les états financiers doivent être certifiés. Il s'y</p>

	<p>ajoute que le Chiffres d'affaires et la ligne de crédit ne constituent pas des éléments pertinents en matière de sélection dans le cadre de prestations intellectuelles. Ces critères sont plus appropriés pour des travaux qui nécessitent des préfinancements importants.</p> <p>La DP n'exige aucune pièce administrative aux candidats étrangers. Une attestation de non faillite et un extrait de K Bis auraient dû être demandés aux entreprises françaises.</p> <p>Le procès verbal d'ouverture des plis mentionne que la SONES attend toujours l'avis de la DCMP sur la DP alors que c'est bien cette DP qui fait l'objet de l'ouverture des plis. La DP a été lancée dès obtention de l'ANO de l'AFD. Ce faisant, la SONES ne s'est pas conformée aux dispositions du CMP relatives à la revue a priori de la DCMP sur les DAC. La DP aurait dû être soumise à la DCMP avant sa transmission au bailleur pour avis de non objection. Le respect des procédures de contrôle interne de l'Emprunteur (contrôle DCMP) est obligatoire avant la transmission au bailleur de fonds.</p> <p>Le procès verbal d'évaluation ne comporte pas de tableau récapitulatif de contrôle des pièces administratives à fournir. Il s'est limité à demander à HRYDROCONSULT de fournir avant le 24 octobre 2008 lesdites pièces. Il ne mentionne pas que les autres candidats ont produit les pièces administratives.</p> <p>Le rapport d'évaluation des dossiers de candidature introduit de nouveaux critères de notation non expressément indiqués dans la DMI notamment sur les ouvrages de production pour lesquels il est requis des références en étude et suivi de tous types de forages, sur les ouvrages de traitement pour lesquels il est requis des ouvrages de 10 000 m³ avec des prestations de montants supérieurs à 30 millions de F CFA et pour les ouvrages de stockage pour lesquels il est requis des capacités supérieures à 1 000 m³ et des prestations de montants supérieurs à 30 millions de F CFA. Quand bien même ces critères et sous critères sont pertinents pour une correcte évaluation des dossiers, il aurait fallu les indiquer dans la DMI. Tout critère utilisé dans la sélection et non indiqué dans la DMI constitue un critère a posteriori dont l'utilisation est interdite par la réglementation (arrêté N° 011580 du 28/12/2007 pris en application de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés).</p> <p>Le 4 mars 2009, la commission des marchés a procédé à</p>
--	--

	<p>l'ouverture des offres financières des lots N° 1 et 2 et a attendu le 8 mai 2009 pour ouvrir les offres financières du lot N° 3.</p> <p>Cette faculté avait été indiquée dans la DP. Toutefois, nous estimons que, comme le principe d'allotissement a été retenu (ce qui n'est pas usuel, ni recommandé en matière de prestations intellectuelles), toutes les offres auraient dû être ouvertes en même temps. En indiquant dans la DP que « si un bureau d'études a remporté 2 lots, il ne sera pas possible d'ouvrir ses offres pour les lots suivants », l'autorité contractante se prive d'emblée d'une possibilité de retenir l'offre la plus avantageuse parmi ces « lots suivants ». En effet, si pour ces lots, l'attributaire qui a déjà remporté 2 lots présentait les offres les plus avantageuses, l'autorité contractante ne pourrait pas en profiter. Une telle disposition est donc contraire au principe d'économie énoncé par le COA. Il aurait été plus conforme au CMP, de définir des critères objectifs, laisser aux candidats la possibilité de soumissionner sur les lots de leur choix sans limitation et mentionner dans la DP que la SONES se réserve le droit de choisir la combinaison la plus avantageuse au cas où un candidat gagnerait plus des deux lots. La SONES pourrait alors mentionner dans la DP que pour gagner plus de 2 lots, les candidats doivent présenter un personnel différent pour chaque lot et qu'un candidat qui présente le même personnel pour tous les lots ne pourra être attributaire qu'un seul lot, sous réserve de la possibilité pour la SONES de choisir la combinaison la plus avantageuse.</p> <p>En matière de prestations intellectuelles, le seul motif pour ne pas ouvrir une offre financière est la non obtention du minimum technique requis par l'offre technique correspondante.</p> <p>Il s'y ajoute, en matière de jurisprudence, qu'une ordonnance du tribunal administratif de Bordeaux (TA Bordeaux, ord. 22 juin 2009, n° 09-02277) a considéré que la limitation du nombre de lots susceptibles d'être attribués à un même opérateur était illégale car conduisant le pouvoir adjudicateur à ne pas choisir nécessairement « l'offre économiquement la plus avantageuse ». Ce dernier doit alors s'en tenir, pour l'attribution des lots, à des critères de choix objectifs qu'il aura préalablement défini et retenir l'offre économiquement la plus avantageuse, au risque de voir ses choix remis en cause au contentieux.</p> <p>L'offre financière de CIRA LOUIS BERGER n'a pas été ouverte. Il ressort que le fait que le bureau ait proposé le même personnel sur les deux lots soit la raison de son élimination pour incompatibilité alors que la DP n'a pas exclu cette éventualité. Les données particulières de la DP Article 1. 3</p>
--	---

	<p>excluent tout simplement l'attribution de plus de deux lots à un soumissionnaire. Dès lors, ce critère utilisé pour l'exclusion de CIRA LOUIS BERGER constitue un critère a posteriori puisque non annoncé dans la DP. Il aurait fallu préciser dans la DP que la SONES se réserve le droit de choisir la combinaison la plus avantageuse et ouvrir toutes les offres financières.</p> <p>Dans le rapport d'évaluation Point 2.3, il est écrit ce qui suit : « le comité d'évaluation vérifie si les propositions financières sont complètes c'est-à-dire si tous les éléments de la proposition technique ont été chiffrés sinon le Client estime leurs coûts et les ajoute au prix initial.... ».</p> <p>Cette disposition n'est pas conforme aux dispositions correspondantes des dossiers types sénégalais ou préparés par les banques multilatérales de développement et institutions financières internationales (dont la Banque Mondiale).</p> <p>Dans ces dossiers, on retrouve la disposition suivante : « ... les activités et intrants décrits dans la Proposition technique sans qu'un prix leur ait été attribué, sont supposés être inclus dans le prix des autres activités et intrants. Au cas où une activité ou un poste comptable est différent dans la Proposition technique et dans la Proposition financière, i) en cas de Marché rémunéré au temps passé, le Comité d'évaluation corrigera le(s) montant(s) figurant dans la Proposition financière de façon à rendre cette dernière cohérente avec la proposition technique, appliquera les prix unitaires de la proposition financière à la quantité corrigée et corrigera le prix total, ou ii) en cas de Marché à rémunération forfaitaire, aucune correction ne sera apportée à la proposition financière ».</p> <p>Le rapport d'évaluation des offres financières a enregistré des corrections d'erreurs arithmétiques et des corrections sur les quantités fixées dans la DP. Ainsi, l'offre de MERLIN est passée de 820 407 479 F CFA à 912 028 861 F CFA soit une variation à la hausse de 91 621 382 F CFA. L'offre de SGI est passée de 1 051 072 630 F CFA à 1 051 072 620 soit un écart de 10 F CFA lié à la conversion de l'euro en F CFA. L'offre de IGIP est passée de 1 090 349 470 F CFA à 1 090 949 710 F CFA soit une variation à la hausse de 600 240 F CFA.</p> <p>« Le redressement de l'offre du cabinet Merlin sur la mission 5 (Contrôle des travaux) a été effectué essentiellement à titre</p>
--	--

	comparatif. En conséquence le montant de l'offre corrigée ne tenant pas compte du redressement devient 781 767 840 F CFA». Ceci signifie, que dans le cadre de l'évaluation, Merlin a été inutilement pénalisé, car les quantités manquantes ne sont pas intégrées dans son marché et ne sont pas non plus acquises ailleurs.
Recommandations	<p>Veiller à évaluer les DMI conformément aux critères indiqués dans l'avis</p> <p>Veiller à éviter l'allotissement des marchés de prestations intellectuelles</p> <p>Veiller à utiliser les versions en cours de validité des DAO types</p> <p>Dans le cadre de marchés à lots, la limitation du nombre de lots à attribuer à un soumissionnaire ne doit pas être la résultante d'une décision discrétionnaire de l'autorité contractante, même annoncée au préalable dans le DAO, mais doit plutôt relever de critères objectifs tels que la mise en place de personnel qualifié et distinct pour chacun des lots, le cumul des ressources financières requises pour chacun des lots, etc.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>En ce qui concerne les critères de qualification ex-post utilisés, il convient de souligner que dans la Demande de Proposition une note a été attribuée à chaque critère à évaluer c'est à dire quand on avait la qualification demandée on avait la note attribuée, si on ne l'avait pas même si on s'en approchait on avait la note zéro (loi du tout ou rien). Au moment de l'analyse des offres l'application stricte de ces critères aurait réduit de manière drastique la concurrence et plusieurs candidats n'auraient pas eu la note technique minimale. Des sous critères ont alors été mis en place tout en gardant la note maximale mentionnée dans la DP pour permettre de retenir un plus grand nombre de candidats.</p> <p>La SONES mentionnant dans la DP que les offres financières seraient ouvertes en cascade a pensé que cela lui permettrait de se conformer au CMP en annonçant clairement ce qu'elle comptait faire. Choisir la combinaison la plus avantageuse permet certes d'amoinrir les coûts mais peut poser d'autres types de problèmes. En effet, on peut avoir des recours qui allongeraient inutilement la procédure et retarderaient le projet. Compte tenu de la complexité des travaux et du fait que tout le périmètre affermé était concerné, avoir plusieurs</p>

	<p>bureaux d'études, était plus sécuritaire pour la SONES pour mieux maîtriser les délais et c'est la raison pour laquelle un allotissement a été retenu pour ce projet.</p> <p>Pour les besoins d'une évaluation, étant donné que nous avons transmis un bordereau des prix et un quantitatif, le cabinet Merlin aurait dû se limiter à remplir le cadre du devis qui lui est remis. Pour les besoins de l'évaluation, nous avons été amenés à corriger son offre pour pouvoir le juger par rapport aux autres concurrents. Le redressement de son offre ne l'a pas pénalisé car il est resté toujours le moins disant. Mais puisque lui même a proposé le montant de son offre pour réaliser les prestations de contrôle, l'adjudication s'est faite en fonction de ce montant. A notre avis, il aurait été difficile à la commission des marchés d'adjuger avec le montant corrigé qui avait connu une hausse d'environ 92.000.000 FCFA.</p> <p>Cette demande de proposition a démarré par une manifestation d'intérêt publiée le 07 février 2008 dans le « SOLEIL » à savoir la première année de la mise en application du CMP.</p> <p>La SONES a demandé l'ANO sur la demande de proposition en date du 03 Juin (voir lettre 609/DG) et les 18 et 29 juillet sur la liste restreinte arrêtée suite à la manifestation d'intérêt (voir lettre 801 et 866/DG). En date du 18 Août la SONES a envoyé une lettre de relance (lettre 941/DG) et la DCMP a répondu (lettre 2346/MEF/DCMP) en formulant quelques observations qui ont été prises en compte. Mais entre temps compte tenu de l'urgence du dossier, la demande de proposition a été envoyée aux candidats retenus le 29 Juillet suite à l'obtention de l'avis de non objection du bailleur. Les corrections demandées par la DCMP ont été prises en compte sous forme d'additifs et envoyés aux candidats. Le 03 septembre la SONES (lettre 1007/DG) a transmis un complément de dossier à la DCMP. En date du 08 Septembre la DCMP a redemandé (lettre 2800/MEF/DCMP) la version corrigée de la DP que la SONES lui a envoyé le 16 Septembre (lettre 1057/DG). Le 06 Octobre contre toute attente de nouvelles observations de la DCMP sur la DP sont parvenues à la SONES alors que cette dernière s'attendait à recevoir un ANO (voir lettre 3152/MEF/DCMP). A la réception de ce courrier, la SONES a envoyé un courrier notifiant que ces dernières observations ne pouvaient être prises en compte (voir lettre 1163/DG) car il y'avait forclusion sur le délai imparti à la DCMP. Donc à notre avis, il n'y a pas eu de violation de l'article 138 du CMP, la DCMP a été bien saisie mais a tardé à donner son ANO (Voir en pièces jointes les copies des différentes lettres).</p>
--	---

<p>Appréciation Consultant</p>	<p>du</p> <p>En ce qui concerne les critères ex post, c'est justement pour éviter la situation que vous décrivez qu'on recommande l'introduction de sous – critères, qui doivent être préalablement communiqués aux candidats dans la DP.</p> <p>Les mentions dans la DP doivent être annoncées clairement mais doivent également être conformes à la réglementation.</p> <p>Par ailleurs, l'argument consistant à vouloir éviter d'éventuels recours ne peut justifier des mentions non conformes au CMP</p> <p>Notre observation consistait à relever que la correction n'était pas indiquée et non que l'attribution devait être faite sur la base de l'offre corrigée. Les corrections faites, comme nous vous l'avons fait remarquer, ne sont pas indiquées pour un tel marché.</p> <p>Sur la violation de l'article 138 a), nous prenons acte de vos précisions et retirons notre observation relative à ce point.</p>
---	---

DP N° M 090823/CJ REALISATION D'UNE ETUDE DE SCHEMAS DIRECTEURS DE MOBILISATION DES RESSOURCES EN EAU POUR LA REGION DE DAKAR.

Avis d'appel public à manifestation d'intérêt	Le Soleil du 10 octobre 2008 et D.G.MARKET du 12 octobre 2008, seulement les coupures de journaux n'existent pas dans le dossier
Attributaire	CABINET MERLIN
Montant du marché en F CFA TTC	161 261 810 FCFA /HT-HD soit 190 288 935 F CFA TTC
Délai d'exécution	06 mois
Non conformités	<p>Les avis à manifestations d'intérêt, à vocation internationale ont été publiés conformément au Code (Soleil du 10 octobre 2008 et D.G.MARKET du 12 octobre 2008) mais les coupures de journaux n'existent pas dans le dossier.</p> <p>Les rapports d'analyse des offres (autant dans la phase M.I que dans la phase Offre Technique) ont fait l'objet d'observations et de rejet par le D.G pour non conformités aux critères expressément indiqués dans la D.M.I et dans le D.A.C. Ce procédé n'est pas conforme aux dispositions du CMP car, comme le prévoit l'article 81 - 2, en cas de désaccord avec la CM, l'autorité contractante doit saisir la DCMP. Pour rappel la CM est indépendante et aucune personne extérieure à ladite CM ne peut influencer sur les résultats de ses travaux.</p> <p>Les avis d'attributions provisoire et définitive ne sont pas présentés dans le dossier et doivent faire l'objet de publications dans les mêmes conditions que les avis de publicités de la D.M .I. En outre, les candidats dont les offres n'ont pas été retenues, doivent recevoir des lettres d'information conformément au CMP à chaque stade de la procédure</p>
Recommandations	<p>Veiller à respecter les prérogatives des organes chargés de la passation des marchés</p> <p>Veiller à publier systématiquement les avis d'attribution et à informer les soumissionnaires non retenus</p>

Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DP N° 28/SONES/CPM DU 26 FEVRIER 2009 AUDIT TECHNIQUE ET DE LA MAINTENANCE DE L'INFRASTRUCTURE DE L'HYDRAULIQUE URBAINE

BUDGET 100 000 000 F CFA HTVA SOIT 118 000 000 F CFA TTC

Le marché est inscrit dans le PPM ainsi que dans l'AGMP paru dans le journal « Le soleil » du 06 février 2009.

Avis d'appel public à manifestation d'intérêt	Le 26 février 2009
Date de dépôt des manifestations d'intérêt	
Date ouverture des MI	
Date Rapport d'analyse des MI	
Date ANO DCMP sur la liste restreinte	-
Date de transmission de la Demande de Propositions	Le 22 mai 2009
Date limite de dépôt des offres	Le 1 ^{er} juillet 2009
Date d'attribution provisoire	
Date avis de non objection DCMP sur le rapport technique	
Date avis de non objection DCMP sur le rapport financier et l'attribution provisoire	
Date demande d'avis de non objection au bailleur	
Date de souscription	
Attributaire	GROUPEMENT SETICO/NODALIS
Montant du marché en F CFA TTC	113 280 000 F CFA
Mode de passation	
Non conformités	La transmission du PV d'ouverture du 1 ^{er} juillet aux soumissionnaires a été matérialisée par une décharge des représentants des soumissionnaires le même jour d'ouverture des plis. Parmi les 6

candidats, seuls 4 ont été invités (sur la lettre) à la visite des lieux.

Les deux offres financières

	SETICO/NODALIS	AETS/GLOBAL/APAVE
Offre de base	113 280 000 TTC	170 431 424 TTC
Variante option	82 600 000 TTC	11 800 000 TTC

Dans le PV d'évaluation, il est mentionné sur la base du calcul des Variantes : OV=offre de base +offre en option.

Une erreur d'addition de 1 franc est corrigée sur l'offre de AETS.

	SETICO/NODALIS	AETS/GLOBAL/APAVE
Sans option	113 280 000 TTC	170 431 425 TTC
Note	100	66
Avec option	195 880 000 TTC	182 231 425 TTC
Note	93	100

$N_f=100 F_m/F$ $N_G=0,5N_T+0,5N_F$

PV D'ATTRIBUTION

Sur la base d'une option « Visualisation sur carte géographique référencée des ouvrages », la commission classe les deux offres comme suit :

	SETICO/NODALIS	AETS/GLOBAL/APAVE
Avec option	195 880 000 TTC	182 231 425 TTC
Note globale	91,75 points	96 points
	2 ^{ème}	1 ^{er}

La commission des marchés n'a pas considéré les résultats de l'analyse des propositions financières avec l'option « Visualisation sur carte géographique référencée des ouvrages », et a proposé l'attribution provisoire du marché sur la base de l'offre de base uniquement. Dès lors que l'option est expressément requise dans le DAC comme prestation complémentaire que le candidat est tenu de proposer dans son offre, elle fait partie intégrante de ladite offre de base du soumissionnaire et doit par conséquent être prise en compte dans l'évaluation.

Deux décomptes ont été effectués pour respectivement 19 200 000 F CFA et 28 800 000 F CFA respectivement le jour de la signature du contrat (11 janvier 2010) et le 22 juillet 2010. Le reliquat de 48 000 000 F CFA n'a pas encore réglé.

Recommandations	Veiller à évaluer les offres conformément aux spécifications du DAO
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Pour le marché relatif à « l'audit technique et de la maintenance de l'infrastructure de l'hydraulique urbaine », la commission des marchés a proposé l'attribution provisoire en ne tenant compte que de « l'offre de base », ceci s'explique par le fait que l'offre « visualisation sur carte géo-référencée » des ouvrages était une offre optionnelle et ne faisait pas partie intégrante de la solution de base. Dans les termes de référence, il était demandé que tous les supports informatiques (le texte du rapport en format PDF et Word, les tableaux en format Excel, les images en format GPG et les schémas en format DXF) soient remis et lors de l'évaluation des offres la commission technique chargée de l'analyse des offres a bien présenté les deux solutions celle de base et celle avec option (les deux solutions ont été toutes analysées) mais la commission technique a également bien mentionné dans son rapport que l'offre de base contient toutes les informations nécessaires (tableaux en format Excel, images en format JPEG et schémas en format DXF) pour l'établissement de cartes géo-référencées à l'exception des fonds de plans.</p> <p>Donc, la commission des marchés constatant que l'offre de base à elle seule permettait d'avoir les photos et les coordonnées géographiques des ouvrages qui pouvaient être insérés dans n'importe quel fonds de plans géo-référencés. En conclusion, la solution de base permettait à elle seule de répondre aux exigences de l'audit. C'est la raison pour laquelle la commission des marchés a adjugé les offres sans tenir compte de l'offre optionnelle.</p>

Appréciation Consultant	du Il reste qu'en procédant ainsi, la commission a faussé les conditions de concurrence initiales, dans la mesure où les soumissionnaires auraient pu faire des offres différentes si l'option n'était pas incluse dans le DAO.
------------------------------------	--

4.2.4 MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

AO N° 090403/CJ FOURNITURE ET POSE D'UN MOTEUR DIESEL 1320 KW 1500 TR/MM EN REMPLACEMENT DE L'AG DE 04 DU GROUPE MOTOPOMPE GMP4 DE L'USINE DE TRAITEMENT D'EAU DE NGNITH Budget : 826 000 000 F CFA TTC Le budget dépasse le seuil de contrôle DCMP (600 000 000 F).	
Date de transmission du DAO N° 13/09	
Date de publication de l'AO	Le 07 novembre 2008
Date limite de dépôt des offres	Le 17 décembre 2008
Délai de préparation des offres	40 jours
Date d'ouverture des plis	Le 28 janvier 2009
Date de l'évaluation technique	Le 25 février 2009
Date d'attribution	Le 25 février 2009
Date d'approbation	Le 30 avril 2009
Date de publication de l'avis d'attribution provisoire	Le 18 aout 2009
Délai d'exécution	9 mois
Attributaire	Fourniture et Ingénierie SAU
Montant du marché en TTC	406 331 376 F CFA TTC
Non conformités	<p>Il est indiqué dans les conditions d'AO « qu'un soumissionnaire dont l'offre n'est pas retenue ne peut contester, pour quelque motif que ce soit, le bien fondé de la préférence donnée aux propositions d'un concurrent. »</p> <p>Ceci est abusif étant donné qu'un soumissionnaire non retenu a le droit de faire recours s'il constate qu'il a été lésé ou que la procédure présente des anomalies. La décision d'attribuer ou de ne pas attribuer constitue bien un motif de recours aux termes du CMP.</p> <p>La date de l'ouverture des plis n'a pas été respectée (l'ouverture des plis a eu lieu un</p>

	<p>mois après la date limite de dépôt des offres).</p> <p>Le marché est attribué à FI sous réserve qu'il fournisse les références techniques de son sous traitant.</p> <p><u>Attribution provisoire</u></p> <p>Un courrier du 19/08/09 (lettre non jointe) a été envoyé par la SENEMECA à la SONES concernant l'attribution provisoire du marché. Elle voulait des éclaircissements par rapport au changement du montant de l'offre de FI qui était différent lors de l'ouverture des plis et connaître les raisons pour lesquelles leur offre n'a pas été retenue alors qu'ils étaient assez qualifiés et expérimentés.</p> <p>Aucun document du dossier de passation ne donne d'indications sur la suite réservée au recours.</p> <p>Ils ont été éliminés techniquement pour un motif non stipulé dans le DAO en violation des dispositions de l'article 70 du CMP sur les critères ex – post (fourniture d'un nouveau pupitre à la place de la réhabilitation et adaptation de l'existant, prise en charge de la facture d'eau, d'huile, gasoil et électricité pour le chantier).</p> <p>La garantie de bonne exécution n'est pas jointe au dossier de passation de marché.</p>
Recommandations	<p>Veiller à respecter le droit de recours des soumissionnaires en évitant l'introduction de clauses abusives dans le DAO</p> <p>Veiller à ne pas utiliser des critères a posteriori dans le cadre de l'attribution</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

APPEL D'OFFRES EN 2 ETAPES N° M-090925/CJ du 06/11/2009 CONSTRUCTION « CLE EN MAINS » D'UNE STATION DE SURPRESSION A CARMEL - Financement : B.E.I, KFW, SONES	
Date de souscription	Le 06 novembre 2009
Date d'approbation	Le 06 novembre 2009
Date de notification	Le 18 novembre 20089
Délai d'exécution	21 mois
Attributaire	STEREAU
Montant du marché en TTC	5 223 946 111
Non conformités	<p>La rédaction du DAO laisse entrevoir une confusion entre la procédure d'A.O en 2 étapes et l'A.O avec pré qualification car le P.V d'analyse des offres parle de possibilités d'élimination de certains candidats lors de la 1^{ère} étape.</p> <p>Les P.V de réunion de mise à niveau et d'éclaircissement en vue de la 2^{ème} étape ne sont pas classés dans le dossier de passation.</p> <p>Le marché malgré son montant (plus de 5 milliards) n'a pas fait l'objet d'immatriculation auprès de la DCMP.</p> <p>Les avis d'attribution provisoire et définitive ont été publiés uniquement dans le quotidien Le Soleil alors que les procédures de publication doivent être identiques à celles de l'avis d'A.O notamment pour les A.O à vocation internationale.</p>
Recommandations	<p>Veiller à une mise en œuvre des modes de passation conformément aux dispositions en vigueur;</p> <p>Veiller à une correcte documentation des dossiers et à un archivage exhaustif des pièces de marchés;</p> <p>Faire immatriculer les marchés par la DCMP;</p> <p>Veiller au respect du parallélisme des formes en matière de publicité des résultats.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AOO N° 08/SONES/CPM DU 2009 EQUIPEMENT DES FORAGES	
F1 TER MBOUR, F2 BIS SALY, F7 BIS THIES ET F2 BAMBEY	
BUDGET	
F1 TER MBOUR POUR 50 000 000 F CFA,	
F2 BIS SALY POUR 60 000 000 F CFA,	
F7 BIS THIES POUR 60 000 000 F CFA ET	
F2 BAMBEY POUR 40 000 000 F CFA SOIT UN TOTAL DE 210 000 000 F CFA	
Date de transmission du DAO	Le 6 avril 2009 Le Soleil
Date de publication de l'AO	Le 6 avril 2009 Le Soleil
Date limite de dépôt des offres	Le 13 Mai 2009
Délai de préparation des offres	37 jours
Date d'ouverture des plis	Le 13 Mai 2009
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	« Le Soleil » du 25 aout 2009
Délai d'exécution	6 mois.
Attributaire	Fourniture et Ingénierie SAU
Montant du marché en TTC	227 328 765
Non conformités	L'offre de Fourniture et Ingénierie SAU a été corrigée pour une omission du prix «Essai Etanchéité » du devis F7 DE THIES pour 250 000 F CFA. Cette procédure de correction n'est pas prévue dans les DAO types car les prix omis sont réputés inclus dans l'offre financière.
Recommandations	Se conformer aux cas de correction des offres prévus dans le DAO Type.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AO N° M090714/CJ RENOUVELLEMENT DU FORAGE PK2 DE POUT KIRENE	
Budget : 212 400 000 F CFA TTC	
Date de publication de l'AO	Le 15 avril 2009 dans Le Soleil
Date limite de dépôt des offres	Le 20 mai 2009
Délai de préparation des offres	35 jours
Date d'attribution	Le 17 juin 2009
Date de publication de l'attribution provisoire	Le 16 juillet 2009
Délai d'exécution	4 mois
Attributaire	CDE Forages
Montant du marché en TTC	152 066 600 F CFA TTC
Non conformités	Il n'a pas été précisé sur le DAO le montant précis de la capacité financière requise alors que dans le rapport technique, il est noté que la capacité financière de SASIF est insuffisante (250 000 000 F) parce que les autres soumissionnaires ont proposé beaucoup plus (CDE : 1 850 000 000 F ; CLS : 1 500 000 000 F). Ceci est caractéristique de l'utilisation de critères a posteriori qui est interdite par le CMP.
Recommandations	Veiller à exprimer clairement les critères de qualification afin d'éviter d'avoir recours à des critères a posteriori.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AOO N° 20/SONES/CPM RENOUVELLEMENT DES FORAGES D'EXPLOITATION PN9 ET PS2 DE POUT BUDGET 424 800 000 F CFA TTC	
Date de transmission du DAO	Le 05 novembre 2009
Date limite de dépôt des offres	Le 09 décembre 2009
Délai de préparation des offres	34 jours
Date d'approbation	Le 28 janvier 2010
Date de notification	Le 4 mars 2010
Délai d'exécution	3 mois
Attributaire	SOAF : Lot 1 (Pout Nord 9) & Lot 2 (Pout Sud 2)
Montant du marché en TTC	315 762 100 F CFA PN9 pour 164 574 600 F CFA TTC PS 2 pour 151 187 500 F CFA TTC
Non conformités	L'article 8 du DAO relatif au choix de l'« adjudicataire » provisoire stipule, à tort, que le soumissionnaire dont l'offre n'est pas retenue ne peut contester, pour quelque motif que ce soit, le bien fondé de la préférence donnée aux propositions d'un concerné ni être indemnisé de ce fait. .
Recommandations	Ne pas inclure de clauses restreignant l'exercice des droits de recours des soumissionnaires.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AOO N° 37/SONES/CPM FOURNITURE DE VEHICULES POUR LA SONES (LOT 1&2) BUDGET 249 000 000 F CFA TTC Le marché est inscrit dans le PPM ainsi que dans l'AGMP paru dans le journal « Le soleil » du 06 février 2009.	
Date de transmission du DAO	Le 7 juillet 2009
Date d'approbation	Le 27 novembre 2009
Date de publication de l'avis d'attribution provisoire	Le 28 octobre 2009, « Le Soleil »
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Le 13 novembre 2009, « Le Soleil »
Garantie de soumission	6 000 000 F CFA
Attributaire	Lot 1 : ESPACE AUTO Lot 2 : LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
Montant du marché en TTC	248 799 573 F CFA
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
Recommandations	Aucune
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.5 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° 1 DU 08/12/09 RESSERRAGE DES BOULONS DE LA CONDUITE ALG 2 ENTRE KMS ET GUEOUL Ce marché n'est pas dans l'avis général de passation des marchés. Budget : 14 160 000 F CFA TTC Dépassement budgétaire de 7 080 000 F CFA TTC	
Date de saisine des fournisseurs	Le 08 décembre 2009
Date de dépôt des offres	Le 30 décembre 2009
Délai de préparation des offres	21 jours
Date d'ouverture des plis	Le 31 décembre 2009
Fournisseurs consultés	SADE Sénégal, Henan Chine, CSE, CDE et SAHE SARL
Nombre d'offres reçues	2 - SADE Sénégal 31 841 592 F CFA - SAHE SARL 21 240 000 F CFA
Attributaire	SAHE SARL
Montant du marché en F CFA TTC	21 240 000 F CFA TTC
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
Recommandations	Aucune
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 2 du 07Avril 2009 REALISATION DE TRAVAUX DE REHABILATION DE L'AGENCE DE GRAND DAKAR (bureaux et magasins)	
Date de saisine des fournisseurs	07 Avril 2009
Date de dépôt des offres	06 Mai 2009
Délai de préparation des offres	30 jours
Convocation des membres de la commission	30 Avril 09
Date d'attribution provisoire	20 Mai 2009
Date de notification :	10 Juin 2009
Fournisseurs consultés	9 entreprises
Nombre d'offres reçues	DELTA SARL, ENFAC BTP, BATI PLUS 7 651 828, BORAX ENGINEERING & CONTRACTING, S.I.C.S, S.C.P.I, FEAT.ING, GENIE 2000 Sarl et LES LOTS TECHNIQUES DU TERTIARE
Attributaire	BORAX ENGINEERING & CONTRACTING
Montant du marché en F CFA TTC	4 571 202 F CFA TTC
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
Recommandations	Aucune
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 3 DU 07/04/09 REALISATION DE TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'ETANCHEITE DE L'AGENCE DE NIORO DU RIP**Budget : 20 060 000 F CFA TTC**

Date de saisine des fournisseurs	07/04/09
Date de dépôt des offres	06/05/09
Délai de préparation des offres	1 mois
Fournisseurs consultés	FEAT. ING, SOGECAM, DELTA SARL, BATI PLUS II, SICS, BORAX ENGINEERING & CONTRACTING, ETRAF, LES LOTS TECHNIQUES DU TERTIAIRE et GENIE 2000 SARL
Attributaire	DELTA SARL
Montant du marché en F CFA TTC	11 134 022 F CFA TTC
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée.
Recommandations	Aucune.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 4 du 2009 TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN MUR DE CLOTURE ET LA REFECTION DE L'ETANCHEITE DE LA TOITURE DE LA DT DE L'USINE DE THIAROYE	
Date de saisine des fournisseurs	14 Avril 09
Date de dépôt des offres	13 Mai 2009
Délai de préparation des offres	30 jours
Fournisseurs consultés	6
Nombre d'offres reçues	3 BORAX, DELTA SARL et EQPC
Attributaire	BORAX
Montant du marché en F CFA TTC	13 789 716 F CFA TTC
Non conformités	Le dossier ne comprend pas le contrat ni les documents de commande, de réception et les factures. S'y ajoutent les lettres d'information aux soumissionnaires non retenus, les modes de règlement ;
Recommandations	Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 5 DU 20/04/09 TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA PEINTURE INTERIEURE DU BATIMENT A ET DE LA PEINTURE EXTERIEURE DU SIEGE DE LA SONES 130/DPCE Budget : 35 400 000 F CFA TTC	
Date de saisine des fournisseurs	20/04/09
Date de dépôt des offres	20/05/09
Délai de préparation des offres	1 mois
Fournisseurs consultés	MAC Concept-Simedo et Variato, Société d'Ingénieries, de Constructions et Services (SICS), Diligence 484, 2 C Bât SARL, Entreprise de décoration et de peinture, Signature SARL, Entreprise Dumas et Compagnie et Setim Afrique SA
Attributaire	MAC Concept-Simedo et Variato
Montant du marché en F CFA TTC	28 378 991 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les fournisseurs non retenus n'ont pas été informés de l'attribution du marché.</p> <p>Le dossier ne contient ni le contrat, ni le PV de réception.</p>
Recommandations	Veiller à l'archivage exhaustif des dossiers de passation
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 7 DU 01/09/09 FOURNITURES DE DOCUMENTS CADASTRAUX DE SITES DANS LES REGIONS DE THIES, LOUGA ET SAINT-LOUIS 196/DCPE-09 Budget : 7 080 000 F CFA TTC	
Date de saisine des fournisseurs	01/09/09
Date de dépôt des offres	23/09/09
Délai de préparation des offres	22 jours
Fournisseurs consultés	Les lettres ont été envoyées à (sans accusé de réception) : BET Plus, Sahel Géomatique, GTS SARL, TGI SARL, Topo Plus et ERCE Plus
Nombre d'offres reçues	4
Attributaire	TGI SARL
Montant du marché en F CFA TTC	16 773 700 F CFA TTC
Non conformités	Le contrat et l'attestation de service fait ne sont pas classés dans le dossier de passation
Recommandations	Veiller à l'archivage de pièces de marchés conformément aux directives de l'ARMP en la matière
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 11 DU 16/02/09 FOURNITURES DE BUREAU	
Date de saisine des fournisseurs	16/02/09
Date de dépôt des offres	04/03/09
Fournisseurs consultés	POA, PAPEX, STABURO, Alpha numérique et SIPREX
Nombre d'offres reçues	Seules PAPEX et POA ont soumissionné. - POA : 16 012 010 F CFA TTC - PAPEX : 17 231 894 F CFA TTC
Attributaire	PAPEX
Montant du marché en F CFA TTC	17 248 886 F CFA TTC
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée.
Recommandations	Aucune
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 12 DU 30/10/09 FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES	
Budget : 26 255 000 F CFA TTC	
Date de saisine des fournisseurs	15/06/09
Date de dépôt des offres	08/07/09
Délai de préparation des offres	23 jours
Fournisseurs consultés	System Plus, Richard Equipement, SECOMDIS, CONNECTEO, ISI et SYKLON
Attributaire	SYSTEM PLUS
Montant du marché en F CFA TTC	<ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : Fourniture de 6 imprimantes : 7 929 600 F CFA TTC - Lot 2 : Fourniture de 8 micro-ordinateurs : 7 307 740 F CFA TTC (Infructueux)
Non conformités	<p>Les PV de réception et le contrat ne sont pas classés dans le dossier de passation.</p> <p>System Plus a envoyé un courrier et de la documentation technique à la SONES pour accuser réception du BC et proposer la substitution HP Office Jet Pro K5400DN considéré comme obsolète par HP Office Jet Pro 8000. Le courrier date du 19/08/09 alors que le BC N° 3021 date du 27/08/09 alors que le BC est sensé précéder le courrier. Cette substitution de produit est de nature à fausser les conditions de compétition initiale</p>
Recommandations	<p>La preuve de la réception effective des fournitures est indispensable pour permettre d'attester de l'exécution correcte du marché.</p> <p>Eviter les substitutions de produits qui peuvent ex post fausser les conditions de concurrence initiale.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP 13 DU 36/06/09 FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES	
Budget: 14 160 000 F CFA TTC	
Date de saisine des fournisseurs	24/06/09
Date de dépôt des offres	15/07/09
Délai de préparation des offres	21 jours
Fournisseurs consultés	Les lettres ont été envoyées à 6 entreprises (sans accusé de réception): System Plus, Richard Equipement, SECOMDIS, POA, SYKLON et African Numeric Group
Nombre d'offres reçues	4 offres ont été reçues : POA, System Plus, Secomdis et African Numeric Group
Attributaire	SECOMDIS
Montant du marché en F CFA TTC	6 946 323 F CFA TTC
Non conformités	POA et System Plus n'ont pas coté certains articles, par omission. L'AC leur a appliqué directement les prix unitaires les plus élevés des soumissionnaires. Cette correction n'est pas conforme aux dispositions des dossiers types qui stipulent que les prix des articles non cotés sont réputés inclus dans les autres prix sauf pour les marchés à prix unitaires. Dans le cas présent, le DAC ne précise pas s'il s'agit d'un marché à commandes.
Recommandations	Traiter les omissions conformément aux stipulations des DAO types
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 15 du 28 Juillet 2009 FOURNITURE D'AGENDAS POUR LA SONES	
Date de saisine des fournisseurs	28 Juillet 2009
Date de dépôt des offres	12 Aout 2009
Délai de préparation des offres	14 jours
Fournisseurs consultés	PRIMEX, MCA Consulting, SCPME, ABC Communication, MILLIENIUM TRADE et EX PRESSO PUB
Nombre d'offres reçues	Quatre offres
Attributaire	SCPME
Montant du marché en F CFA TTC	16 413 800 F CFA HT soit 19 368 284 F CFA TTC
Non conformités	Le dossier ne comprend pas le contrat ni les documents de commande, de réception et les factures. S'y ajoutent les lettres d'information aux soumissionnaires non retenus, la lettre de notification, les modes de règlement.
Recommandations	Voir ci – avant
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 16 du 18 Aout 2009 FOURNITURE ET POSE DE 33 SPLITS SYSTEM	
Date de saisine des fournisseurs	18 Aout 2009
Date de dépôt des offres	02 Septembre 2009
Délai de préparation des offres	14 jours
Fournisseurs consultés	7
Nombre d'offres reçues	CCBM, SOCOMAF, PRESTILUX, HUSSEIN AYAD &Cie, CASSIS FROID, MATFORCE AIR WELL et MIDEA
Attributaire	CCBM
Montant du marché en F CFA TTC	9 713 689 F CFA TTC
Non conformités	Le dossier ne comprend pas le contrat ni les documents de commande, de réception et les factures. S'y ajoutent les lettres d'information aux soumissionnaires non retenus, la lettre de notification, les modes de règlement ;
Recommandations	Veiller à un correct archivage des documents de marchés; Veiller à l'information des soumissionnaires conformément au CMP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 18 FOURNITURE DE MEDICAMENTS	
Date de saisine des fournisseurs	09 Septembre 2009
Date de dépôt des offres	23 Septembre 2009
Délai de préparation des offres	14 jours
Fournisseurs consultés	6 candidats
Nombre d'offres reçues	Pharmacie Mariste, CAPA, OBELISQUE et THIERNO AMADOU BARRO .Les pharmacies de la NATION ET LAT DIOR n'ont pas soumissionné.
Attributaire	THIERNO AMADOU BARRO
Montant du marché en F CFA TTC	6 583 726 F CFA HT soit 7 768 796 F CFA TTC
Non conformités	<p>Le dossier ne comprend pas le contrat ni les documents de commande, de réception et les factures. S'y ajoutent les lettres d'information aux soumissionnaires non retenus, la lettre de notification, les modes de règlement.</p> <p>La DRP n'exige pas des soumissionnaires la présentation de pièces administratives violant ainsi les dispositions de l'article 44 du code des obligations de l'administration (COA).</p> <p>Les offres des quatre soumissionnaires ne sont pas versées au dossier de passation.</p>
Recommandations	<p>Veiller à un correct archivage des documents de marchés;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 44 du COA;</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 19 MAINTENANCE INFORMATIQUE	
Budget : 23 600 000 F CFA TTC	
Date de saisine des fournisseurs	27/08/09
Date de dépôt des offres	23/09/09
Délai de préparation des offres	26 jours
Fournisseurs consultés	System Plus, Main Soft Services, Platform Technologies, Secomdis, Syklon Technologies, Compusys International, Neurotech et Proxis Technologies
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	Platform Technologies
Montant du marché en F CFA TTC	24 036 000 F CFA TTC
Non conformités	L'attestation de service fait n'est pas classée dans le dossier de passation
Recommandations	Veiller au classement des documents de passation.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 février 2011

**A Monsieur le Directeur Général
de la Société Nationale des Eaux
du Sénégal (SONES)**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires au plus tard dans les dix jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.



Ibra Guèye
Associé
B. S. C.
Business System Consulting Group
12, Rue du Docteur THEZE
Tél: 821 41 72 - Fax: 822 95 03
BP: 11616 - Dakar SENEGAL
Email: bsc@arc.sn

ANNEXE 2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE



SONES

SOCIÉTÉ NATIONALE DES EAUX DU SÉNÉGAL

Dakar, le 07 Mars 2011

A

Monsieur Ibra GUEYE Associé
Business System Consulting Group
12, Rue Saint Michel - BP 11616

N/Réf. : FND/atd - N° 0285/11-DG

D A K A R /

OBJET : Rapport provisoire de la mission de la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009.

Monsieur,

Nous avons reçu le rapport provisoire de la mission de la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009 que vous avez bien voulu nous faire parvenir en date du 23 février 2011 et avons pris bonne note des recommandations formulées.

Par la présente, nous vous faisons part de nos commentaires sur les exceptions constatées au cours de votre revue sur les points ci-après :

a) Projet de mobilisation des ressources alternatives pour l'irrigation dans la région de Dakar confié au groupement Cabinet Merlin/Sénagrosol.

Les études de faisabilité et d'avant projet détaillé ont été réalisées par le groupement Cabinet Merlin/Sénagrosol. Ces études devaient être financées par la Banque Mondiale qui avait donné son approbation sur la demande de proposition qui avait été lancée. La Banque Mondiale par la suite s'est trouvée dans l'impossibilité de prendre en charge les études et les prestations ont été finalement financées par la SONES. A l'issue des études, des solutions techniques de mobilisations de ressources alternatives pour alimenter en eau les maraîchers de la zone des Niayes à partir d'un réseau indépendant de celui de l'alimentation en eau potable de la région de Dakar ont été proposées. Compte tenu de la disponibilité d'un financement (ACDI, IDA) au niveau du PDMA (Programme de Développement des Marchés Agricoles et Agroalimentaires du Sénégal), il fallait poursuivre les études avec l'élaboration des dossiers d'appel d'offres.

Puisque ces prestations s'inscrivaient dans la continuité des études déjà réalisées mais initialement financées par la SONES, l'article 76 alinéa 3 a été invoqué à juste titre par la SONES pour justifier sa demande d'autorisation de conclure un marché par entente directe avec le groupement Cabinet Merlin/Sénagrosol avec un autre financement (ACDI, IDA).

S.A. AU CAPITAL DE 3.927.930.000 FRANCS CFA • ROUTE DU FRONT DE TERRE-HANN - B.P. : 400 DAKAR • R.C. N° 96 B 1095 • NINEA : 000078312 2G3
BANQUES CS N° 145 013 061300 - CBAO N° 0201 360 14 061 - CITIGROUP 000 3000 48 013 • TEL / STD 33 839 78 00 - FAX : 33 832 20 38
E-mail : sonex@sones.sn - WEB : www.sonex.sn



En ce qui concerne les critères de qualification ex-post utilisés, il convient de souligner que dans la Demande de Proposition une note a été attribuée à chaque critère à évaluer c'est à dire quand on avait la qualification demandée on avait la note attribuée, si on ne l'avait pas même si on s'en approchait on avait la note zéro (loi du tout ou rien). Au moment de l'analyse des offres l'application stricte de ces critères aurait réduit de manière drastique la concurrence et plusieurs candidats n'auraient pas eu la note technique minimale. Des sous critères ont alors été mis en place tout en gardant la note maximale mentionnée dans la DP pour permettre de retenir un plus grand nombre de candidats.

b) Extension du surpresseur de Mékhé

La station de traitement et de pompage d'eau de Keur Momar SARR d'une capacité initiale de 65.000 m³/j en 2003 devait être portée à terme à 130.000 m³/j et le surpresseur initialement prévu pour acheminer les débits collectés devait également connaître une extension avec le doublement de Keur Momar Sarr (KMS). L'extension des deux entités était prévue pour ces deux projets complémentaires. Le projet Eau à Long terme depuis les négociations était divisé en 2 phases dont le financement de la 1^{ère} phase était complètement acquis à 100%. Les réservations au niveau du génie civil des ouvrages du surpresseur et de la station de KMS étaient prévues et réalisées au moment de la première phase. Donc, il ne convient pas de retenir qu'il y'a eu violation de l'Article 9 du NCMP car le besoin de réaliser les deux phases en même temps n'a jamais été prévue pour ces deux projets.

Le reliquat de financement disponible après la pose de la conduite DN 1200 mm entre Keur Momar Sarr et Guéoul a permis de financer avant la date prévue le doublement de la station de KMS. En ce moment, le financement n'était pas encore disponible pour mettre en place la 2^{ème} phase de Mékhé. Suite à d'autres reliquats de financements, la deuxième phase de Mékhé était possible. Pour cette deuxième phase, il fallait nécessairement passer à un marché par entente directe avec le groupement KSB/RMT/Franzetti qui avait réalisé la première phase parce que les travaux consistaient essentiellement en la pose d'une cinquième chaîne de pompage, des accessoires de protection hydraulique supplémentaires et à l'intégration du dispositif de commande à l'automatisme existant. Ces travaux étaient devenus nécessaires compte tenu de l'accroissement de la demande en eau potable de Dakar. Pour obtenir une garantie de performance globale de la station de Mékhé, maintenir une harmonie technologique dans les équipements et avoir des coûts raisonnables, il était plus judicieux que les travaux de la 2^{ème} phase soient réalisés par le groupement d'entreprises qui a réalisé la première phase, d'autant plus que l'un des membres du groupement est le fabricant des 4 pompes installées dans la 1^{ère} phase.

Pour requérir l'avis de la DCMP, les dispositions des articles 75, 76 et 138 c ont été invoqués (voir lettre jointe). La DCMP, sur la base des documents et informations fournis et en application des dispositions de l'article 76.1 alinea c (voir lettre jointe) a donné son avis de non objection.



Des circonstances imprévisibles indépendantes de la SONES n'ont pas été invoquées, mais vous conviendrait avec nous que ce marché complétait un premier marché (fournitures et travaux) exécuté par le même titulaire dont le marché initial a été passé selon la procédure par appel d'offres.

c) Demande de proposition pour la mission de maîtrise d'œuvre relative aux études et au suivi de travaux pour la mise en œuvre du programme d'investissement prioritaires 2008-2011.

Cette demande de proposition a démarré par une manifestation d'intérêt publiée le 07 février 2008 dans le « SOLEIL » à savoir la première année de la mise en application du CMP.

La SONES a demandé l'ANO sur la demande de proposition en date du 03 Juin (voir lettre 609/DG) et les 18 et 29 juillet sur la liste restreinte arrêtée suite à la manifestation d'intérêt (voir lettre 801 et 866/DG). En date du 18 Août la SONES a envoyé une lettre de relance (lettre 941/DG) et la DCMP a répondu (lettre 2346/MEF/DCMP) en formulant quelques observations qui ont été prises en compte. Mais entre temps compte tenu de l'urgence du dossier, la demande de proposition a été envoyée aux candidats retenus le 29 Juillet suite à l'obtention de l'avis de non objection du bailleur. Les corrections demandées par la DCMP ont été prises en compte sous forme d'additifs et envoyés aux candidats. Le 03 septembre la SONES (lettre 1007/DG) a transmis un complément de dossier à la DCMP. En date du 08 Septembre la DCMP a redemandé (lettre 2800/MEF/DCMP) la version corrigée de la DP que la SONES lui a envoyé le 16 Septembre (lettre 1057/DG). Le 06 Octobre contre toute attente de nouvelles observations de la DCMP sur la DP sont parvenues à la SONES alors que cette dernière s'attendait à recevoir un ANO (voir lettre 3152/MEF/DCMP). A la réception de ce courrier, la SONES a envoyé un courrier notifiant que ces dernières observations ne pouvaient être prises en compte (voir lettre 1163/DG) car il y'avait forclusion sur le délai imparti à la DCMP. Donc à notre avis, il n'y a pas eu de violation de l'article 138 du CMP, la DCMP a été bien saisie mais a tardé à donner son ANO (Voir en pièces jointes les copies des différentes lettres).

d) Ouverture en cascade des offres financières de la DP pour la mission de maîtrise d'œuvre relative aux études et au suivi de travaux pour la mise en œuvre du programme d'investissement prioritaires 2008-2011.

La SONES mentionnant dans la DP que les offres financières seraient ouvertes en cascade a pensé que cela lui permettrait de se conformer au CMP en annonçant clairement ce qu'elle comptait faire. Choisir la combinaison la plus avantageuse permet certes d'amoinrir les coûts mais peut poser d'autres types de problèmes. En effet, on peut avoir des recours qui allongeraient inutilement la procédure et retarderaient le projet. Compte tenu de la complexité des travaux et du fait que tout le périmètre affermé était concerné, avoir plusieurs bureaux d'études, était plus sécuritaire pour la SONES pour mieux maîtriser les délais et c'est la raison pour laquelle un allotissement a été retenu pour ce projet.



e) Corrections des offres financières de la DP pour la mission de maîtrise d'œuvre relative aux études et au suivi de travaux pour la mise en œuvre du programme d'investissement prioritaires 2008-2011.

Pour les besoins d'une évaluation, étant donné que nous avons transmis un bordereau des prix et un quantitatif, le cabinet Merlin aurait dû se limiter à remplir le cadre du devis qui lui est remis. Pour les besoins de l'évaluation, nous avons été amené à corriger son offre pour pouvoir le juger par rapport aux autres concurrents. Le redressement de son offre ne l'a pas pénalisé car il est resté toujours le moins disant. Mais puisque lui-même a proposé le montant de son offre pour réaliser les prestations de contrôle, l'adjudication s'est faite en fonction de ce montant. A notre avis, il aurait été difficile à la commission des marchés d'adjudger avec le montant corrigé qui avait connu une hausse d'environ 92.000.000 FCFA.

f) Audit technique et de la maintenance de l'infrastructure de l'hydraulique urbaine

Pour le marché relatif à « l'audit technique et de la maintenance de l'infrastructure de l'hydraulique urbaine », la commission des marchés a proposé l'attribution provisoire en ne tenant compte que de « l'offre de base », ceci s'explique par le fait que l'offre « visualisation sur carte géo-référencée » des ouvrages était une offre optionnelle et ne faisait pas partie intégrante de la solution de base. Dans les termes de référence, il était demandé que tous les supports informatiques (le texte du rapport en format PDF et Word, les tableaux en format Excel, les images en format GPG et les schémas en format DXF) soient remis et lors de l'évaluation des offres la commission technique chargée de l'analyse des offres a bien présenté les deux solutions celle de base et celle avec option (les deux solutions ont été toutes analysées) mais la commission technique a également bien mentionné dans son rapport que l'offre de base contient toutes les informations nécessaires (tableaux en format Excel, images en format JPEG et schémas en format DXF) pour l'établissement de cartes géo-référencées à l'exception des fonds de plans.

Donc, la commission des marchés constatant que l'offre de base à elle seule permettait d'avoir les photos et les coordonnées géographiques des ouvrages qui pouvaient être insérés dans n'importe quel fonds de plans géo-référencés. En conclusion, la solution de base permettait à elle seule de répondre aux exigences de l'audit. C'est la raison pour laquelle la commission des marchés a adjudgé les offres sans tenir compte de l'offre optionnelle.

Vous en souhaitant bonne réception,

Nous vous prions d'agréer, **Monsieur**, l'expression de nos sentiments distingués.

LE DIRECTEUR GENERAL

IBRAHIMA DIALLO

P. J. : 12 lettres